

::Fukushima::

8 ans de catastrophe nucléaire : acteurs et victimes témoignent

Dossier de presse
10 mars 2019



**Réseau
Sortir du nucléaire**



Contacts presse :

Pour Echo-Echanges : Kolin Kobayashi – 06 64 96 08 48 – kolink@orange.fr

Pour Yosomono-net : Yûki Takahata – 06 84 07 03 45 - youkitakahata@gmail.com

Pour Nos Voisins Lointains 3.11 : Kurumi Sugita - 06 62 20 86 55 - ks4gg@gmail.com

Pour le Réseau "Sortir du nucléaire" : Charlotte Mijeon – 06 64 66 01 23 – charlotte.mijeon@sortirdunucleaire.fr

:: Fukushima : agir contre le déni ::

Le 11 mars 2011, un accident majeur est survenu à la centrale nucléaire de Fukushima. Huit ans après, la catastrophe n'est pas terminée et continue de se déployer. La contamination radioactive restera présente dans les sols pour des siècles, les impacts sanitaires s'accumulent et la situation à la centrale n'est toujours pas maîtrisée.

Mais les autorités japonaises, soucieuses de préserver l'industrie nucléaire, considèrent que la page est tournée, quitte à occulter la persistance du risque. Les populations évacuées au début de l'accident sont maintenant censées revenir vivre en zone contaminée. Et afin de proclamer au monde entier que la région serait désormais sûre, le département de Fukushima se prépare à accueillir des épreuves des Jeux Olympiques de 2020 !

Pour lutter contre ce déni, les associations de ressortissants japonais Nos Voisins Lointains 3.11, Echo-échanges et Yosomono-net organisent une série d'événements partout en France tout au long du printemps.

Citons ainsi la **sortie nationale du film *Fukushima, le couvercle du soleil*** (qui relate la gestion du début de la crise nucléaire par le gouvernement japonais) avec la tournée du producteur Tamiyoshi Tachibana, accompagné par Kolin Kobayashi et Catherine Cadou ; mais aussi la **visite de familles réfugiées de Fukushima** et l'intervention du **chercheur en génie nucléaire et radioécologie, Tetsuji IMANAKA**, de l'institut de recherches de réacteur nucléaire à l'université de Kyoto. Enfin, n'oublions pas la **commémoration du huitième anniversaire de la catastrophe**. Ces événements constitueront autant d'occasions de réaffirmer la nécessité de mettre fin au nucléaire, en France comme au Japon.

Ce dossier, réalisé avec le soutien du Réseau "Sortir du nucléaire", a vocation à présenter un aperçu de ces activités, ainsi qu'à porter à connaissance différents textes informant de la situation à Fukushima.

:: Sommaire ::

:: Événements prévus ::

Tournée du film *Fukushima, le couvercle du soleil* .. p. 4
En présence de Tamiyoshi TACHIBANA, producteur du film, et de Kolin KOBAYASHI, journaliste

Commémoration de l'accident de Fukushima p. 6

Visite de trois mères de Fukushima p. 7

Tournée en France de Tetsuji IMANAKA..... p. 9
Chercheur en génie nucléaire à l'Institut de recherches intégrales des radiations et du nucléaire de l'Université de Kyoto

:: Informations sur la situation à Fukushima ::

« Message à toutes les personnes qui, dans le monde, s'opposent de toutes leurs forces au nucléaire » p. 11
par Ruiko MUTO, membre de « Femmes de Fukushima contre le nucléaire » et déléguée de la partie plaignante au procès contre les ex-dirigeants de TEPCO

« Désastres de Fukushima et les JO de Tokyo en 2020 » p. 14
par Hiroaki KOÏDE, physicien nucléaire

::Fukushima, le couvercle du soleil::

Projections en présence du producteur



Le film Fukushima, le couvercle du soleil revient sur les premiers moments de l'accident nucléaire et comment l'équipe de Naoto Kan, Premier Ministre japonais, a tenté de faire face à la crise. Naoto Kan est devenu depuis un fervent partisan de la sortie du nucléaire.

Tamiyoshi TACHIBANA, producteur du film, sera présent en France du 1er au 17 mars et sera présent à la plupart des dates ci-dessous. Il sera accompagné par Kolin Kobayashi, journaliste indépendant et antinucléaire et par Catherine Cadou, grande traductrice du cinéma japonais, interprète de conférence et militante antinucléaire. Pour plus d'informations, merci de contacter Kolin Kobayashi (kolink@orange.fr - 06 64 96 08 48)

Dieppe (76) // Dieppe Scène Nationale
1 mars 2019 à 20h30

Cherbourg (50) // Méga CGR
3 mars 2019 à 19h30

Yvetot (76) // Cinéma Drakkar
4 mars 2019 à 20h

Lille (59) // Cinéma Luminor
5 mars 2019 à 20h

La Charité-sur-Loire (58) // Eden Cinéma
6 mars 2019 à 19h30

Apt (84) // Cinéma Le César
7 mars 2019 à 18h30

Château-Arnoux-Saint-Auban (04) // Le
Cinématographe
8 mars 2019 - horaire à confirmer

Carpentras (84) // Cinéma Rivoli
9 mars 2019 à 18h30

Cavaillon (84) // La Cigale
10 mars 2019 à 18h30

Lyon (69) // Cinéma Comoedia
11 mars 2019 à 20h

Paris (75) // Espace St-Michel
11 mars 2019 à 20h

St-Ouen l'aumône (95) // Cinéma Utopia
Stella
11 mars 2019 à 20h30

Genevilliers (92) // Cinéma Jean Vigo
11 mars 2019 à 20h15
Nantes (44) // Cinéma le Concorde
11 mars 2019 (à confirmer)

Caluire-et-Cuire (69) // Ciné Caluire
12 mars 2019 – 20h30

Pontault-Combault (77) // Cinéma
Apollo
13 mars 2019 à 20h30

Longwy (54) // Cinéma Kinépolis
14 mars 2019 à 20h

Sarreguemines (57) // Les Cinémas
Forum
15 mars 2019 à 20h

Saverne (67) // Ciné Cubic
16 mars 2019 à 17h

Sarrebourg (57) // Cinésar
16 mars 2019 à 20h

Nancy (54) // Cinéma Caméo
Commanderie
17 mars 2019 à 16h15

Montpellier (34) // Cinéma Utopia Sainte
Bernadette
19 mars 2019 à 20h

Lannion (22) // Cinéma Les Baladins
21 mars 2019 à 20h30

:: Commémoration de l'accident ::

Autour du 11 mars, jour anniversaire de l'accident, de nombreux événements seront organisés partout en France (retrouver un aperçu sur le site du Réseau "Sortir du nucléaire" : <https://www.sortirdunucleaire.org/Agenda>).

À Paris, à l'initiative de plusieurs collectifs et associations, un rassemblement aura lieu **le dimanche 10 mars à partir de 14h30**, place Stalingrad. Cette commémoration sera l'occasion de rappeler la nécessité d'une sortie du nucléaire, en France comme au Japon.

Au programme :

:: **Intermèdes musicaux** par des musiciens japonais (trompettiste Kei YOSHIDA et tambours japonais Tsunagari Taiko)

:: **Commémoration et minute de silence**

:: **Lecture d'un message de Ruiko MUTO**, femme de Fukushima, prise de parole (Kolin Kobayashi, Echo-Echanges) et distribution d'un texte de Hiroaki KOIDE sur la situation à Fukushima et l'organisation des Jeux Olympique comme manière d'occulter la contamination (à lire dans ce dossier)

:: **Prises de parole :**

Yves Lenoir (Enfants de Tchernobyl Belarus),
Philippe Clavière (Sortir du nucléaire Paris),
Andrea Fuori (co-auteur de Bure, la bataille du nucléaire),

Dominique Lalanne (Abolition des armes nucléaires),

Michèle Rivasi (eurodéputée EELV),

Mathilde Panot (députée FI),

Charlotte Mijeon (Réseau "Sortir du nucléaire").



**FUKUSHIMA
8 ANS APRÈS**

**RASSEMBLEMENT POUR LA SORTIE DU
NUCLÉAIRE EN FRANCE ET AU JAPON
DIMANCHE 10 MARS 2019 à 14h30
PLACE STALINGRAD À PARIS**

Au programme : commémoration, témoignages,
concerts, prises de parole, animations, info-kiosques...

Logos: Europe Écologie les Verts, La France insoumise, Solidaires, Réseau Sortir du nucléaire, GREENPEACE, etc.

:: Visite de familles de Fukushima ::

Deux mères de famille, qui ont dû quitter leur lieu de vie suite à la catastrophe de Fukushima, ainsi qu'une autre mère qui continue à vivre dans un territoire contaminé, viendront en France accompagnées de leurs enfants ou seule entre le 11 mars et le 4 avril 2019 pour témoigner de leur situation.

:: **Mme Akiko MORIMATSU** a quitté avec deux enfants la ville de Kôriyama (département de Fukushima). Située à plus de 50km de la centrale et en dehors des zones d'évacuation, cette ville est pourtant dangereusement contaminée.



Mme Morimatsu dirige la partie civile du procès intenté contre TEPCO par des déplacés vivant dans la région métropolitaine d'Ôsaka. Elle a monté à Ôsaka une association de victimes de la catastrophe, « Thanks and Dreams ». Au mois de mars 2018, elle a prononcé un discours au Conseil des droits de l'homme à l'ONU (Genève), invoquant le droit fondamental à vivre dans un environnement sain.

Elle sera accompagnée de son fils de 11 ans, Meiyô, et de sa fille Meïa (8 ans).



:: **Mme Miwa KAMOSHITA** a quitté la ville d'Iwaki (préfecture de Fukushima), également en-dehors des zones d'évacuation. Elle vit à Tokyo et fait partie des plaignants du procès des déplacés dans la région métropolitaine de Tokyo contre TEPCO. Les victimes ont gagné en mars 2018 en première instance (le tribunal régional de Tokyo) mais les indemnités sont insuffisantes. Elle a accompagné au mois de mars 2018 le voyage de Mme Morimatsu à l'ONU et a témoigné avec elle dans les réunions. Elle a monté à Tokyo "l'association pour protéger la vie des réfugiés".

Elle sera accompagnée par ses deux fils, Matsuki (16 ans) et Haruki (11 ans). Par ailleurs, son mari, représentant du procès des déplacés dans la région de Tokyo contre TEPCO, rejoindra sa famille du 26 au 29 mars.

:: **Mme Asami YOKOTA** habite la ville de Kôriyama dans le département de Fukushima. Elle a aidé son fils à quitter Fukushima. Il avait 15 ans quand il s'est déplacé sur plus de 600km, seul. Ses péripéties sont relatées dans une BD en français publiée par TOPO au mois de janvier 2019. Elle gère à Kôriyama un espace café/salon qu'elle met à la disposition des associations. Elle s'exprimera sur le changement des attitudes des habitants qui acceptent de plus en plus la cohabitation avec la radioactivité et essaient d'ignorer les risques sanitaires.



Ces trois mères et les enfants s'exprimeront à plusieurs occasions :

:: En région Auvergne-Rhône-Alpes

Événements organisés par l'association Nos Voisins Lointains 3.11
Contact : Kurumi Sugita - ks4ggl@gmail.com

Le mardi 12 mars 10h15-11h15, 14h-15h, à Autrans (38). Intervention pour les enfants de 9-10 ans à la Bibliothèque municipale d'Autrans, L'Oiseau Lire.

Le jeudi 14 mars 14h30-17h30, à Grenoble. Participation à la table ronde *Fukushima: la violence d'habiter dans un territoire contaminé*, à L'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine Salle G108-109 (14 avenue Marie Reynoard).

Le vendredi 15 mars à 20h, à Ambérieu-en-Bugey. Conférence « *Témoignages de sinistrées de Fukushima* » à la MJC Maison pour Tous

Le samedi 16 mars 15h30- 18h, à Lyon. Conférence « *Deux mères de Fukushima témoignent : l'une a fui les terres contaminées, l'autre y reste* » Témoignages croisés à Hôtel Novotel Lyon Confluence, 3 rue Paul Montrachet 69002, Lyon

Le dimanche 17 mars 14h-16h, à Lyon. Projection et conférence « *Victimes oubliées de Fukushima. Des familles témoignent de l'accident nucléaire* » au Théâtre Comédie Odéon, 6 rue Grolée, 69002 Lyon (Réservation au 04 78 82 86 30 ou www.comedieodeon.com)

Le lundi 25 mars 19h-21h, à Valence. Conférence « *Victimes oubliées de Fukushima. Des familles témoignent de l'accident nucléaire* » à la Maison de la Vie associative, 74 route de Montelier, Valence, en partenariat avec Stop Nucléaire Drôme-Ardèche, Arrêt du Nucléaire et l'association Réaction en Chaîne Humaine

Le mercredi 27 mars 18h-20h45, à Grenoble. Conférences à la Bibliothèque Centre ville Grenoble en partenariat avec l'Association franco-japonaise de Grenoble et de l'Isère et Sortir du Nucléaire Isère

:: En Île-de-France

Événements organisés par Yosomono-net,
Sortir du nucléaire Paris (SNP) et l'association Asuka.
Contact : Yûki Takahata – youkitakahata@gmail.com

Le samedi 30 mars à 15h, à Nanterre. Conférence-débat organisée par l'association Asuka dans le cadre de leur événement culturel "Fukuyose-bina", les deux mères et Matsuki Kamoshita témoigneront de leur situation de réfugiés et avertirons des problèmes que rencontrent les populations en cas d'accident nucléaire.

Le mardi 2 avril à 11h, à Paris. Conférence de presse organisée par l'association Yosomono-net en Mairie du 2^{ème} arrondissement (salle des mariages).

Le mardi 3 avril, de 19h à 21h30, à Paris. Conférence à la Mairie du 2^{ème} arrondissement (salle des Expositions).

Pour prendre contact avec ces familles, merci de contacter Kurumi Sugita (ks4ggl@gmail.com) ou Yûki Takahata (youkitakahata@gmail.com).

::Visite de Tetsuji IMANAKA::

Chercheur en génie atomique et radioécologie de l'université de Kyoto

Dès le départ, les recherches de M. Imanaka ont consisté à vérifier et à démontrer comment la radioactivité dans l'exploitation du nucléaire est dangereuse pour les humains. C'est l'un des scientifiques d'opposition du «collectif des six scientifiques de Kumadori» au sein de cet institut.

Par son expérience à travers ses études sur les conséquences des radiations de Hiroshima-Nagasaki jusqu'à Tchernobyl et Fukushima, en passant par Semipalatinsk, il est un des experts les plus pertinents sur les impacts radioactifs des accidents nucléaires.

Depuis la catastrophe de Fukushima, M. Imanaka s'efforce de travailler de façon régulière sur la contamination depuis les premiers jours de l'accident, du village d'Iitate qui se trouve à 40-50 km de Fukushima-Daiichi. Il donne de nombreuses conférences et témoigne devant la commission parlementaire d'enquête sur l'accident, qui a remis ses travaux en juillet 2012.

Dates à venir :

Le lundi 8 avril, à Paris : Conférence de Tetsuji Imanaka et de Bruno Chareyron (CRIIRAD) // Mairie du 2e arrondissement, de 18h à 21h.

Tetsuji Imanaka : « La situation de Fukushima-Daiichi et le cas radioactif du village Iitate » et Bruno Chareyron : « Expériences de mesures à Fukushima »

Le mardi 9 avril, à Bruxelles : Conférence auprès de la commission européenne à Bruxelles

Le mercredi 10 avril, à Lyon : Conférence (à confirmer)

Le jeudi 11 avril, à Paris : Projection du documentaire « Iitate : Chroniques d'un village contaminé » de Toshikuni DOÏ // Fondation pour le Progrès de l'Homme, à 18h.

Introduction et commentaire de Tetsuji Imanaka

Propos détaillés lors des conférences :

L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima en mars 2011 était une défaillance typique du refroidissement consécutive à la panne de la centrale provoquée par le tremblement de terre et le tsunami. Les cœurs de trois réacteurs en service à ce moment ont été fondus un à un. Une grande quantité de radionucléides variés ont été rejetés dans l'environnement. Cet accident a été classé au niveau 7, le plus mauvais classement de l'échelle INES instituée par l'AIEA.

Le risque d'un grand tsunami autour de la centrale nucléaire de Fukushima était évident depuis 2002. Même les spécialistes de TEPCO, propriétaire de la centrale nucléaire de Fukushima, avaient averti en 2008 dans leurs études du risque d'un tsunami de plus de 15 m de hauteur. Malgré cela, les responsables de TEPCO ont négligé cette mise en garde.

Aujourd'hui cette affaire est portée au pénal. Au moment de l'accident de Fukushima, la procédure d'urgence en cas d'accident nucléaire a été déclenchée pour un rayon de 10 km autour du site. Le centre d'urgence établi hors site aurait dû pouvoir faire face à tous les aspects de la situation. C'est là que toutes les mesures à prendre et leur organisation devaient être centralisées, y compris pour les gouvernements locaux, la police, les bureaux de pompiers et les militaires.

Cependant, rien n'a pu fonctionner comme prévu pour diverses raisons et l'officier a été envoyé à Fukushima, à 60 km de la centrale nucléaire le 15 mars 2011. Pour M. Imanaka, le système d'urgence nucléaire du Japon s'est effondré en même temps que les trois réacteurs sur le site.

Diverses expériences personnelles en tant qu'ingénieur en nucléaire seront présentées lors de la conférence.

:: Message à toutes les personnes qui, dans le monde, s'opposent de toutes leurs forces au nucléaire ::

par Ruiko MUTO

membre de "Femmes de Fukushima contre le nucléaire",

déléguée de la partie plaignante au procès pénal intenté contre les ex-dirigeants de TEPCO

Tous les ans, Ruiko Muto publie un message informant sur la situation à Fukushima et les actions mises en place pour résister au déni. Nous reproduisons ici sa lettre de 2019.

« Huit ans déjà se sont écoulés depuis l'accident nucléaire de Fukushima, et j'aimerais remercier toutes les personnes qui continuent de se soucier des suites de cette catastrophe, de nous soutenir, et de multiplier les efforts pour l'abandon définitif de l'énergie nucléaire.

Comme chaque année à même époque, mon cœur se serre au souvenir du 11 mars 2011, tandis que j'en suis réduite au même constat : les injustices et les souffrances causées par l'accident se poursuivent indéfiniment.

Pour moi, l'année dernière a été à marquer d'une pierre blanche. En effet, après une plainte déposée en 2012 contre les ex-dirigeants de TEPCO – plainte rejetée à deux reprises par le tribunal -, un procès au pénal, destiné à déterminer leur responsabilité dans l'accident de Fukushima, s'est enfin ouvert, et j'ai pu assister aux 35 audiences qui ont suivi. De nombreux témoignages, échanges de mails, procès-verbaux de réunions, ont permis de faire la lumière sur une série de faits restés jusqu'alors occultés : un comité d'experts mandaté par le gouvernement avait, dès 2002, estimé non-négligeable la probabilité d'un énorme séisme suivi d'un tsunami au large des côtes de Fukushima ; au regard de ces conclusions, des employés de TEPCO, envisageaient des mesures préventives contre un éventuel tsunami, évalué à 15,7 mètres ; les trois prévenus, alors qu'ils avaient été mis au courant, en diverses occasions, de ces prévisions, ont continué de faire fonctionner la

centrale sans prendre la moindre mesure. Or, en dépit de ces preuves, ils n'ont cessé de contester leur responsabilité dans cette affaire en prétendant qu'il n'avaient rien vu, rien entendu, qu'ils ne se souvenaient de rien, et que cette question excédait leur domaine de compétence. En décembre dernier, au cours de son réquisitoire, l'accusation a donc requis à leur encontre cinq ans d'emprisonnement – soit la peine maximum en cas de négligence professionnelle ayant entraîné la mort et des blessures – en arguant du fait que « rien ne pouvait justifier les circonstances atténuantes » dans la mesure où « les prévenus n'ont fait que rejeter leur responsabilité sur autrui », « une attitude impensable pour les dirigeants placés au sommet de la hiérarchie chez un opérateur de centrale nucléaire ». Le 13 mars prochain, le procès doit se conclure sur l'ultime plaidoirie de la défense de TEPCO. Pour le verdict lui-même, sans doute devons-nous attendre l'été prochain. Nous espérons qu'un

jugement aussi impartial que possible, déterminant la pleine responsabilité de TEPCO, sera rendu, pour éviter que ne se reproduise un tel accident nucléaire. Nous espérons aussi que l'issue de ce procès sera suivie attentivement par l'opinion publique internationale.

Concernant la situation actuelle à Fukushima, un problème nouveau se pose : comment traiter les eaux contaminées au tritium, dont plus d'un million de tonnes continu d'être stocké sur le site de Fukushima Dai-ichi ? Le président de la Commission de Régulation de l'Énergie Nucléaire (NRA) propose tout simplement de rejeter ces effluents dans la mer – perspective à laquelle les pêcheurs de la région sont fermement opposés. Par ailleurs, au cours de réunions publiques organisées par le Ministère de l'Économie et de l'Industrie (METI), de nombreux citoyens ont insisté sur la nécessité d'un stockage au sol de ces eaux radioactives – mais de ces opinions, le METI n'a tenu aucun compte lors d'un débat qui s'est tenue le 28 décembre dernier.

Par ailleurs, la NRA a exprimé son intention de supprimer 2 400 bornes de mesure de la radioactivité installées dans le département de Fukushima, à l'exception de celles placées dans 12 municipalités désignées comme « zones évacuées ». Cette mesure se heurte elle aussi à une forte opposition de la population locale, notamment des mères d'enfants et d'adolescents. Un tiers des municipalités du département a présenté au gouvernement des requêtes demandant le maintien de ces bornes.

Le projet expérimental visant à recycler les terres décontaminées est diversement accueilli : si l'initiative d'utiliser ces terres comme soubassement de routes ou de rues a été abandonnée à la suite du refus des habitants dans certaines communes, dans d'autres, des projets similaires sont en cours de réalisation. C'est le cas à Iitate, où ce matériau devrait servir à surélever des terres agricoles dans une zone si contaminée que les directives d'évacuation y sont toujours d'actualité.

L'an dernier, le rapporteur spécial du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a recommandé au gouvernement japonais de reconsidérer le critère de retour dans les zones évacuées, en baissant le niveau d'exposition maximum de 20 millisieverts à 1 millisievert par an – bref, en revenant au niveau d'avant l'accident - pour les enfants et les femmes en âge de procréer. Il a aussi fait remarquer que la suppression des aides publiques, notamment le logement gratuit attribué aux personnes réfugiées de leur propre initiative hors des régions directement contaminées, représentait une pression qui les forçait à revenir dans leur commune d'origine. Or, le département de Fukushima, qui avait prolongé ses aides d'un an, va les supprimer à la fin de ce mois. Et le gouverneur lui-même a annoncé que l'offre des logements provisoires pour quatre communes fortement contaminées, incluant des zones encore interdites (Namie, Tomioka, Katsurao et Iitate) arriverait à son terme en mars 2020.

D'après les examens de la thyroïde pratiqués sur les enfants et adolescents âgés de moins de 19 ans lors de l'accident nucléaire, le nombre de cancers diagnostiqués excède désormais les 200, dont 166 cas avérés après opération. Mais l'année dernière, la sous-commission d'évaluation des examens de la thyroïde a fait état de 11 autres cas, non comptabilisés dans ces chiffres. D'ailleurs, un fonds d'aide à ces patients a découvert que certains d'entre eux s'étaient fait opérer ailleurs qu'à l'hôpital universitaire de Fukushima sans être soumis aux examens officiels du département, lequel a décidé de ne pas les inclure dans leurs études de cas. La sous-commission d'évaluation devrait entamer une recherche sur la corrélation entre l'accident et ce type de cancer. Mais son occurrence parmi les enfants et adolescents du département de Fukushima semble impossible à estimer dans la mesure où certains cas échappent à un recensement qui n'est pas effectué de façon systématique. Au sein même de cette commission, les polémiques font rage : certains proposent de réduire l'échelle des examens sous prétexte qu'ils entraînent un surdiagnostic, ou que, imposés dans les établissements scolaires, ils constitueraient une

atteinte aux droits de l'homme. D'autres au contraire insistent sur la nécessité de les poursuivre, afin de traiter le plus rapidement possible les tumeurs décelées au stade initial.

Au début de cette année, le quotidien « Tôkyô Shimbun » a diffusé une information selon laquelle, l'Institut National des Sciences Radiologiques – organisme d'État – connaissait déjà, dès le mois de mai 2011, le cas d'une fillette demeurant à l'époque dans la commune de Futaba, et ayant reçu à la thyroïde une dose équivalente à 100mSv. Or, jusqu'à présent, le gouvernement prétendait qu'« *aucun enfant n'avait été exposé à de telles doses* ». En outre, on vient de découvrir qu'un article publié dans une revue spécialisée comportait des erreurs, les doses absorbées par les habitants de Date (à environ 60km de la centrale accidentée) ayant été sous-évaluées de 2/3. Tout cela laisse à penser que la

corrélation entre l'exposition aux radiations et les conséquences sanitaires a été soigneusement dissimulée par les autorités.

Les citoyens japonais et quelques médias intègres continuent de se battre courageusement pour triompher de cette réalité pesante. Savoir qu'existent, au loin, des personnes solidaires qui nous accompagnent dans ce combat, est pour nous une source d'encouragement et de réconfort. Unissons nos forces pour édifier un monde sans nucléaire, où l'on puisse vivre en sécurité et dans le bien-être. »

Ruiko MUTO,

mars 2019

(traduction : Yosomono-net)

::Désastres de Fukushima::

et les JO de Tokyo en 2020

texte de Hiroaki KOÏDE,
physicien nucléaire

« Le 11 mars 2011, un grave tremblement de terre a frappé la région de Tōhoku au Japon, causant un tsunami qui a frappé la Côte pacifique de Fukushima, les préfectures de Miyagi, Iwaté provoquant une panne d'électricité à la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi.

Comme le savent tous les scientifiques, une panne totale peut conduire à un incident potentiellement catastrophique. Selon leur prédiction, le système de refroidissement a échoué et le noyau nucléaire a fondu ; une grande quantité d'éléments radioactifs ont été répandus dans l'environnement. Selon le rapport remis par le gouvernement japonais à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), $1,5 \times 10^{16}$ Becquerel (une quantité de césium137 équivalant à 168 bombes atomiques du type d'Hiroshima) ont été libérés à la suite de cet accident. La bombe atomique larguée à Hiroshima n'était qu'une seule bombe, et pourtant, elle était déjà extrêmement destructrice. Le gouvernement japonais a signalé que l'accident de Fukushima avait libéré du césium137 à une quantité égale à 168 bombes atomiques d'Hiroshima.

La fusion des cœurs des réacteurs 1, 2 et 3 de la centrale Fukushima-Daiichi a libéré au total 7×10^{17} Becquerels, égale à 8 000 fois de la quantité du césium137 propagée par la bombe d'Hiroshima. En conséquence, une radioactivité égale à 168 fois la puissance de la bombe d'Hiroshima a été libérée dans l'air et versée en mer faisant un total de près de 1000 bombes d'Hiroshima (radia) relâchées dans l'environnement. La plupart de la radioactivité reste toujours dans certains bâtiments endommagés des réacteurs de la centrale.

TEPCO (la Tokyo Electric Power Company Holdings), propriétaire de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi, ne sait pas où se trouvent exactement les cœurs des réacteurs à présent fondus et continue de déverser d'énormes quantités d'eau dans les cœurs de réacteurs pour les refroidir. L'arrosage constant implique une contamination de plusieurs centaines de tonnes

d'eau par jour et la direction de TEPCO est obligée de construire plus de 1000 réservoirs à l'intérieur du site pour conserver l'eau contaminée. Aujourd'hui, la quantité totale d'eau contaminée dans ces réservoirs dépasse déjà un million de tonnes.

À l'avenir, lorsque le nombre de réservoirs aura dépassé la limite possible, TEPCO envisagerait de déverser les eaux contaminées en mer, faute de place disponible.

Bien que le mieux à faire serait de déplacer les cœurs des réacteurs fondus dans un endroit sûr et sécurisé, TEPCO n'est ni capable de localiser exactement les coriums, ni de déterminer leur état réel. Personne ne peut s'approcher du site pour y intervenir. L'approche d'un site implique d'exposer toute personne à qui cette tâche est confiée à un niveau de radioactivité extrêmement puissant et très probablement mortel.

Le gouvernement et TEPCO ont essayé d'envoyer un robot. La radioactivité est si forte qu'elle interfère avec le circuit intégré du robot. De tous les robots qu'ils ont envoyés sur le site, aucun n'est revenu. À la fin du mois de janvier 2017, TEPCO a réussi à faire introduire une caméra de contrôle à distance, semblable à un gastroscopie, à l'intérieur du socle sur lequel repose le réacteur et a découvert que le cœur fuyait à travers un grand trou au niveau de la structure métallique. À cette occasion, ils ont pu mesurer le niveau de radioactivité de 20 Sv par heure dans le réacteur lorsque le maximum du seuil admissible pour les êtres humains est 8 Sv. Sur le chemin du réacteur, les rayons ont atteint leur maximum à 530 Sv ou 650 Sv.

L'endroit où les niveaux de radioactivité sont les plus élevés n'est pas à l'intérieur du piédestal en béton qui soutient la cuve, mais à l'extérieur, entre le mur du piédestal et celui de l'enceinte de la cuve.

Après l'accident, TEPCO et le gouvernement ont émis l'hypothèse que la plupart des cœurs avaient fondu dans le réacteur et s'étaient arrêtés à l'intérieur. TEPCO et le gouvernement ont avancé un scénario selon lequel les coriums s'entassaient

comme une boule dans l'intérieur du piédestal intact au fond du récipient de confinement. Cela permettrait de récupérer les cœurs fondus dans 30 à 40 ans et de les stocker dans un autre navire, permettant ainsi de faire une déclaration de traitement complet des catastrophes de Fukushima. Contrairement à leur hypothèse, les coriums ne sont pas du tout en un seul morceau mais se détachent du socle, ce qui fait qu'il est impossible de les récupérer, contrairement au scénario imaginé par l'autorité. TEPCO et le gouvernement doivent donc changer leur «feuille de route».

Moi-même, j'avais insisté pour que les réacteurs touchés par la catastrophe soient scellés par l'installation d'un «sarcophage» à l'instar de ce qui avait été fait par le gouvernement soviétique après la catastrophe de Tchernobyl, même si ce n'est pas la meilleure des solutions. Les couvertures du sarcophage se détériorent avec le temps et en novembre 2016, on a remis la seconde couverture du sarcophage. La vie de la seconde couverture est estimée à cent ans. Personne ne sait quelle solution définitive pourra être trouvée à ce moment-là. Personne parmi les humains vivants n'aura la chance de voir la fin de l'accident de Tchernobyl. Ce serait encore pire quant à l'accident de Fukushima. Même si on parvenait à confiner les coriums, la radioactivité ne disparaîtra pas et la situation devra être surveillée de manière permanente pendant plusieurs centaines à des millions d'années.

La tragédie est toujours en cours autour de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi. Le jour de la catastrophe, le gouvernement japonais a déclaré l'état d'urgence nucléaire. Tous les résidents ont été évacués, dans un rayon de 3 km de la centrale nucléaire, puis 10 km et enfin 20 km. Les procédures d'évacuation ont été si rapides que les gens n'ont été autorisés à n'apporter que ce qui était strictement nécessaire, laissant la plupart des effets personnels, leur bétail et même leurs animaux domestiques derrière eux. L'itinéraire est l'un des villages de la préfecture de Fukushima, situé à quelque 40 à 50 km de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi. Ses citoyens ont été informés de l'extrême contamination de leur village un mois après l'accident et ont été forcés d'abandonner immédiatement les lieux.

Au début, ils ont été transférés dans un abri temporaire, puis dans une petite maison avec une petite pièce pour 2 personnes. Au fil des événements, ils se sont retrouvés isolés de leur ancienne communauté ; les familles ont été forcées de vivre séparément. Leur ancienne vie a été détruite et les gens, désespérés, n'ont pas réaccédé à une existence normale. Toute la structure sociale

d'une communauté a été touchée, sachant que le concept de bonheur dans la culture japonaise ne diffère d'aucune autre culture dans le monde : qu'est-ce que le bonheur ? Cela implique beaucoup de choses simples, mais pas encore accordées, comme vivre avec leurs familles, leurs amis, leurs voisins et leurs amants. Mais à Fukushima, leur bonheur a brusquement pris fin car ils ont tout perdu à l'improviste. Il y a des habitants qui en viennent à se suicider à force de désespoir.

Ce n'est pas tout. Les retombées nucléaires affectent une autre vaste zone autour de celles évacuées. C'est ce que l'on appelle «zone irradiée contrôlée ». C'est une zone réglementée où l'entrée est strictement interdite sauf au personnel autorisé, généralement des professionnels et des ingénieurs nucléaires. Personne n'est autorisé à boire, manger, dormir à l'intérieur de la zone. Il n'y a même pas de toilette. Cependant, le gouvernement japonais permet à des millions de résidents de vivre dans des zones ayant les mêmes caractéristiques que la zone contrôlée sans qualifier ces zones en tant que telles, au mépris de la loi précédemment applicable. Le gouvernement japonais a justifié cet écart par rapport à la loi applicable en raison de l'état d'urgence. Ces habitants comprennent des nourrissons et des enfants contraints de vivre dans un endroit aussi contaminé que la zone contrôlée et exposés de manière quotidienne à un environnement défavorable. Certaines familles ont décidé de quitter leur emploi et de quitter Fukushima afin de protéger leurs enfants de l'exposition radioactive ; d'autres ont décidé de vivre séparément : l'homme reste habituellement car il est obligé de travailler à Fukushima tandis que la femme et les enfants ont déménagé.

Fukushima est un environnement social conservateur ; les gens respectent leurs traditions et ont l'habitude d'y vivre ensemble de génération en génération. Une telle séparation affectera profondément la structure familiale à mesure que les habitants perdent leur vie normale. Ce sont des conflits avec seulement deux issues douloureuses : soit rentrer chez soi et se retrouver dans un pays contaminé où ils s'exposent au risque de nuire à leur santé ; soit partir et souffrir de quitter la vie qu'ils avaient autrefois. Les habitants abandonnés survivent difficilement à des souffrances quotidiennes depuis plus de 7 ans et devront encore tenir pendant de nombreuses années.

Pour aggraver l'insulte depuis mars 2017, le gouvernement a commencé à réinstaller les réfugiés de Fukushima dans leur pays d'origine ou villes d'origine où les niveaux de radioactivité sont

inférieurs à 20 mSv par an ; en conséquence toute allocation d'aide au relogement est supprimée.

La reconstruction représente la priorité numéro une pour le département de Fukushima et les personnes qui n'ont pas d'autre choix que de vivre à Fukushima suivront probablement les souhaits du gouvernement et oublieront que Fukushima est un endroit dangereux plutôt que de vivre toute leur vie dans la peur et l'anxiété. Ils pourraient même oublier la radioactivité et la contamination qui, heureusement ou non, est invisible. Le gouvernement et le département local laissent les gens oublier de toute façon. Au contraire, si l'on parle de la contamination ou de la peur, il sera reproché d'entraver la reconstruction.

Un facteur important pour les habitants touchés est que le gouvernement japonais, après l'accident, a revu la limite légale de doses radioactives en le faisant passer de l'ancien 1m Sv/an à 20 mSv/an. Il faut dire que 20 mSv/an était auparavant la limite fixée pour les experts ou scientifiques qui travaillaient avec le rayonnement nucléaire comme je l'ai fait et qu'elle n'a jamais été appliquée à des civils ordinaires. En particulier les nourrissons et les enfants qui sont plus sensibles aux radiations et qui n'ont aucune responsabilité non plus dans la catastrophe nucléaire de Fukushima, ni dans la politique nucléaire du Japon qui a dépassé la limite du raisonnable.

Alors, le gouvernement japonais continue de dire qu'il ne peut pas faire grand-chose à cause de la situation d'urgence nucléaire. Cette déclaration de l'état d'urgence n'a pas été reconduite par la nécessité absolue de l'urgence. Elle ne doit pas continuer sans limite mais elle est toujours en vigueur après plus de 7 ans et demi, ce qui n'est pas acceptable.

Apparemment, le gouvernement encourage activement l'oubli de la catastrophe de Fukushima et les médias sont complices. Ils omettent de rendre compte de la contamination réelle, des risques et de la situation réelle à Fukushima sans pouvoir supprimer l'état d'urgence. La plupart des Japonais ne savent pas que Fukushima est toujours sous état d'urgence nucléaire. L'élément le plus nocif pour l'environnement et la santé est le césium137 ; il faut 30 ans pour réduire sa quantité de moitié et il reste après 100 ans à 10% de sa valeur. En fait, dans 100 ans, le Japon sera toujours soumis à cette « déclaration d'état d'urgence ».

Les Jeux Olympiques ont toujours été utilisés comme outil de propagande pour promouvoir le

nationalisme. Ces dernières années, construire de nombreuses structures gigantesques sans aucune perspective d'utilisation après les Jeux olympiques, c'est juste dans l'intérêt des entreprises de construction et des autres entreprises de services qui font d'énormes profits dans cette société de consommation.

Je pense que le gouvernement japonais doit faire un effort énorme et de son mieux pour résoudre l'urgence nucléaire à Fukushima dans les plus bref délais pour sauver les habitants de Fukushima qui vivront dans des situations extraordinaires, ou au moins de sauver d'abord les enfants. Cependant, le gouvernement japonais considère que la réussite des Jeux olympiques de Tokyo 2020 est son objectif le plus important. Il doit organiser de grands événements comme les Jeux olympiques pour distraire les gens d'autres problèmes graves impliquant les populations. Les médias font de leur mieux pour élever la «fièvre olympique» qui fait de tout opposant aux Jeux olympiques de 2020 à Tokyo un mauvais citoyen. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les médias n'ont diffusé que des informations officielles très positives et la population japonaise a coopéré avec le gouvernement. Le «bon citoyen» a accusé ses «méchants» voisins, opposés à la politique nationaliste, pour qu'ils soient conduits en prison. Si mon pays considère que le succès des Jeux olympiques de Tokyo de 2020 est un objectif plus important que de sauver l'innocent citoyen, je préférerais être un "mauvais citoyen"

La vérité est que le désastre de Fukushima durera plus de 100 ans et, à ma plus grande surprise, personne n'a été officiellement incriminé à ce jour, aucun représentant de TEPCO, aucun directeur, aucun ministre, aucun politicien, aucun spécialiste qui l'ait causée. Personne n'a même été accusé d'être responsable du désastre de Fukushima. Pour ajouter l'insulte à nos blessures, notre gouvernement veut redémarrer ces vieilles centrales nucléaires qui ne sont pas opérationnelles et veut exporter la construction de centrales nucléaires vers d'autres pays étrangers. Etre l'hôte des Jeux Olympiques dans le pays en situation d'urgence nucléaire est absurde. Les Etats participants et quiconque parrainant un tel acte prennent le risque d'une part d'être exposé à la contamination radioactive, et d'autre part d'être les complices de comportements criminels, et coupable du silence et de son déni... »

23 août 2018

(traduction : Kolin Kobayashi)